

Évasion fiscale : Bruxelles passe à l'offensive

“Comme la politique, la diplomatie en matière fiscale relève de l'art du possible, [écrit The Economist](#). Mais échouer dans la volonté de refonder radicalement [le système] – alors que tout concorde pour qu'il y ait du changement – serait une erreur coûteuse.”

A Bruxelles, la Commission européenne tente en tout cas quelque chose. Jeudi 28 janvier, elle a *“lancé son assaut contre l'évasion fiscale par les multinationales”*, [rapporte le Financial Times \(FT\)](#), dévoilant des propositions qui représentent *“l'un des plus grands pas que l'UE a faits jusqu'ici pour contrer l'évasion fiscale agressive des entreprises”*. Selon le service de recherche du Parlement européen, l'évasion fiscale équivaldrait à un manque à gagner pour l'UE compris entre 50 et 70 milliards d'euros chaque année.

Le début de la fin

“Les jours sont comptés pour les entreprises qui réduisent abusivement leurs impôts sur le dos des autres”, a martelé le commissaire européen aux Affaires économiques, Pierre Moscovici.

Concrètement, Bruxelles vise à supprimer les failles de la législation révélées par le scandale Luxleaks qui avait mis au jour, en novembre 2014, les accords particulièrement arrangeants signés par le Luxembourg avec des multinationales pour leur éviter de payer des milliards d'impôts. La Commission veut également donner plus de pouvoir aux Etats de l'UE pour taxer des entreprises qui recourent à tous les subterfuges pour contourner l'impôt sur leur bénéfices.

L'offensive de la Commission européenne est d'ores et déjà jugée timide – voire *“inadéquate”* par certains. Outre-Atlantique, en revanche, elle est perçue par un groupe d'entreprises de technologie comme un camouflet *“significatif et coûteux”*, et comme la dernière marque d'*“agressivité”* de l'Europe pour taxer plus les Américains, précise le **Financial Times**.

Elle intervient alors que Google a conclu, le 22 janvier, un accord avec les autorités britanniques fixant à 130 millions de livres (170,4 millions d'euros) la somme que l'entreprise emblématique de la Silicon Valley devra verser à Londres en arriérés d'impôts sur une période de dix ans.

Les largesses de Londres

Cet accord fait grincer des dents. Pour *The Economist*, *“la Grande-Bretagne a certainement été trop généreuse”*. *“Le pire est ce que cet accord dit des efforts internationaux pour sévir contre l'évasion fiscale des entreprises”*, assène l'hebdomadaire britannique.

Le Parti national écossais a saisi, le 27 janvier, la commissaire européenne à la Concurrence Margrethe Vestager en dénonçant un accord *“opaque”*, rapporte le *Financial Times*.

Google, de son côté, contre-attaquait dans le même temps, dans une lettre adressée au *FT*.

Dans ce courriel de Peter Barron, le directeur de la communication de Google pour l'Europe, il est écrit : *“Les gouvernements édictent les lois fiscales, les autorités fiscales font observer la loi de manière indépendante, et Google se conforme à la loi.”*

Si Margrethe Vestager se lance dans la bataille, il s'agira de la deuxième enquête ouverte par ses services contre Google, après celle portant sur l'abus de position dominante du moteur de recherche. La demande du Parti national écossais pourrait cependant ne pas aboutir, souligne le *FT*, la Commission ayant en permanence quelque 2 000 affaires d'aides d'Etat à traiter.

Le 28 janvier, l'Italie s'est elle aussi lancée à l'assaut de Google, réclamant au géant d'Internet près de 300 millions d'euros d'arriérés d'impôts pour les années 2008-2013.

Catherine Guichard – Courrier Int. Source

<http://www.courrierinternational.com/article/economie-evasion-fiscale-bruxelles-passe-loffensive>